COMMUNIQUÉ



Lutte contre l'itinérance :

Le Bloc Québécois demande la signature des ententes sans conditions

Longueuil, le 17 octobre 2024— Denis Trudel, porte-parole en matière de Solidarité sociale pour le Bloc Québécois, dénonce fermement le laxisme du gouvernement fédéral dans la gestion des ententes cruciales pour la lutte contre l'itinérance. À l'approche de l'hiver, les retards dans la signature de l'entente Capacité communautaire et Innovation (CCI) ainsi que des fonds d'intervention en campement, mettent des vies en péril et bloquent les actions des groupes communautaires qui œuvrent sur le terrain.

« Il est inacceptable qu'en plein milieu d'une crise de l'itinérance, le gouvernement fédéral n'ait toujours pas signé les ententes nécessaires à la mise en place des fonds d'intervention. Ce sont des vies humaines qui sont en jeu », déclare Denis Trudel.

Le député rappelle que ces fonds, annoncés lors du dernier budget fédéral, devaient inclure 250 millions de dollars sur deux ans pour faire face à l'urgence des campements et de l'itinérance. Six mois après cette annonce, aucune somme n'a encore été débloquée. L'hiver dernier, les groupes communautaires avaient déjà dû travailler dans l'urgence, faute de prévisibilité.

« Les organismes communautaires sont à bout de souffle. Ils ne peuvent plus continuer à travailler dans l'urgence constante. Il faut que les investissements fédéraux soient prévisibles et récurrents », déplore Denis Trudel. Il souligne qu'aucun effort n'a été fait pour éviter que la situation ne se reproduise. « Le gouvernement doit comprendre que ses retards mettent à mal les actions sur le terrain. Nous avons besoin d'une action rapide et décisive pour éviter une nouvelle crise cet hiver. »

En plus des retards administratifs, Denis Trudel pointe du doigt l'augmentation alarmante des décès de personnes itinérantes. Les données du Bureau du coroner révèlent que le nombre de décès a triplé au cours des dernières années, passant de 20 à 72 morts en 2023, pouvait-on lire dans La Presse, à la veille de la Nuit des sans-abris.

Les rapports révèlent que la situation n'est plus seulement concentrée à Montréal. Des décès ont été enregistrés dans plus de 30 villes à travers le Québec, démontrant que la crise de l'itinérance est désormais généralisée dans toute la province. « Nous avons besoin de solutions durables, et cela commence par des logements accessibles et un soutien continu aux organismes qui travaillent directement avec les personnes vulnérables », affirme Denis Trudel. Il appelle le gouvernement fédéral à signer immédiatement les ententes CCI et à débloquer les fonds promis relatif aux campements.

- « Ce qu'il faut, c'est aussi plus de logements sociaux, et il faut les financer tout de suite. Les personnes itinérantes se retrouvent coincées dans des ressources à bout de souffle, et tant que nous n'investissons pas de manière durable dans les logements, nous ne faisons que traiter les symptômes du problème, pas les causes », signale Denis Trudel
- « Le gouvernement fédéral se doit de faire un transfert sans conditions à Québec. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre plus de temps. Le gouvernement doit agir maintenant », conclut le député Trudel.